



Pour lutter contre le gaspillage, Nathalie Vuagniaux propose des fleurs séchées (en haut). La Bouquetière, elle, vend des bouquets de fleurs locales fraîches (en bas).

Les fleuristes helvétiques s'organisent pour verdir leur métier

FLEURISTERIE

Les fleurs locales peinent à s'imposer dans le pays, malgré leur succès pendant la pandémie. Face à ce constat, la faitière planche sur un label de durabilité pour les magasins, dans le sillage du mouvement international Slow Flower.

TEXTE Lila Erard · PHOTOS Pierre-Yves Massot/La Bouquetière



Floriculture locale

Alors que le nombre d'entreprises horticoles a chuté en Romandie, de plus en plus de fleuristes décident de faire pousser leurs propres fleurs pour favoriser les circuits courts. À Séprais (JU), Selina Stoecklin a lancé La Bouquetière en 2021 et cultive sans pesticide de nombreuses variétés sur 1000 m², qu'elle vend de mars à octobre. À Peney (VD), Stéphane Portier va plus loin en proposant des décorations végétales 100% locales toute l'année, grâce à sa propre production en reconversion biologique de feuillages, branchages, baies, conifères et articles secs, variant selon les saisons. En Suisse romande, une dizaine d'agriculteurs proposent également des fleurs en autocueillette, afin de diversifier leurs activités.

Pendant dix ans, Nathalie Vuagniaux a installé des créations florales pour des entreprises... avant de les récupérer une semaine plus tard pour les jeter. «Je ne supportais plus ce gaspillage. C'était un crève-cœur», témoigne la Vaudoise, qui propose désormais des fleurs séchées, à la vente ou à la location, dans sa boutique La Petite Fleureuse, à Mézières (VD). Son credo: utiliser un maximum de fleurs suisses, comme la pivoine et la scabieuse, achetées au gros ou cueillies dans la nature. «Je veux créer des bouquets qui durent. Rien ne se perd, tout se transforme!»

Cette fleuriste s'inscrit dans le Slow Flower Mouvement, un courant né dans les années 2000 aux États-Unis, en réponse à l'industrie polluante de la floriculture mondiale. Aujourd'hui bien installé en Angleterre, en Allemagne et en France, il a essaimé dans notre pays il y a plus de cinq ans, intensifié par la pandémie de coronavirus, l'arrêt des importations et l'intérêt

accru des consommateurs pour les produits locaux. En plus de privilégier les fleurs suisses, ses adeptes valorisent une production saisonnière écoresponsable, voire biologique, la réduction des déchets comme les films et mousses florales en plastique, ou encore le réemploi de contenants, à l'image de l'entreprise Bokal, à La Chaux-de-Fonds (NE), qui propose des compositions régionales dans des bocaux réutilisables.

Un produit de luxe

Mais ce mouvement se fane depuis environ deux ans, cantonnant les fleurs suisses à un marché de niche. Pour Rachel Fluhmann, gérante de la Bourse aux fleurs de Denges (VD) - où se fournissent 30 à 50 fleuristes quotidiennement -, ce phénomène est en partie dû à l'inflation et l'instabilité géopolitique mondiale. «Dans le contexte économique actuel, les commerçants vont au plus pratique et au moins cher. Je vendais environ 40% de fleurs suisses pendant le Covid, contre 30% aujourd'hui», estime-t-elle. Le constat est le même pour Jean-Marc Crousaz, gérant de Crousaz Fleurs à Yverne (VD), plus grand producteur de fleurs coupées de Romandie. «À cette période, on récoltait matin, midi et soir, même s'il n'était pas possible d'augmenter rapidement la production pour des raisons de planification. Aujourd'hui, les consommateurs achètent moins de bouquets, et encore moins d'origine suisse. Ce produit de luxe n'est plus une priorité», regrette-t-il, précisant que les fleurs coupées indigènes coûtent environ 10 à 20% plus chers que les importées «dues à des charges élevées et des normes sévères». «De plus, les prix varient selon l'offre, la saison et la météo. De manière générale, ce marché est très opaque. Les chiffres concernant les imports et la production ne sont plus collectés ni publiés.»

En cause: la fin du contingentement tarifaire survenu en 2017. Ce mécanisme de régulation protégeait la production nationale en fixant une quantité maximale de fleurs étrangères pouvant être importées à des droits de douane réduits pendant la période de culture suisse, soit du 1^{er} mai au 25 octobre. «Quand on a libéralisé ce marché, l'horticulture suisse a perdu son avantage, au profit de pays à bas coûts de production comme le Kenya et l'Équateur, dont la marchandise transite par les Pays-Bas. De nombreuses entreprises horticoles régionales ont dû fermer», dépeint Eric Godel, responsable de l'École pour fleuriste au Centre de

formation professionnelle nature et environnement de Lullier (GE). Aujourd'hui, la production indigène représenterait seulement 10% du marché annuel, et environ 50% durant la belle saison, estime l'Association suisse des fleuristes (ASF).

Sensibiliser, informer et inspirer

Face à ce constat, la faitière ne baisse pas les bras. Depuis l'an dernier, elle travaille sur la création d'un label de durabilité pour les fleuristes, sur le modèle de celui déjà existant aux Pays-Bas, afin de valoriser la production indigène. «Nous essayons de l'adapter aux conditions nationales. Ce serait très profitable à la branche, car il n'existe aucune obligation d'indiquer la provenance des fleurs coupées en magasin», expose Thomas Meier, directeur de l'ASF. En parallèle, une communauté de onze professionnelles - dont trois Romandes - s'est constituée pour échanger autour des «bonnes pratiques», lors de quatre journées de formation entre Bienne et Zurich. Les participantes s'engagent à mettre en place un projet durable au sein de leur magasin, comme la souscription à un abonnement à des fleurs suisses, la collaboration avec des entreprises étrangères plus écoresponsables ou encore la certification biologique de leur éventuelle production.

«L'enjeu est de donner un élan, afin de sensibiliser, informer et inspirer le reste de la branche. C'est un premier pas vers la mise en place du label, qui pourrait voir le jour d'ici deux ou trois ans», informe Thomas Meier, qui tient toutefois à distinguer cette démarche de celle du Slow Flower Mouvement. «Si nos valeurs sont similaires, nous nous adressons à un public plus large. Notre but est que tous les fleuristes puissent se labelliser, notamment ceux qui vivent de leur activité à l'année, ce qui implique de devoir tout de même importer des fleurs en hiver. Pour nous, la durabilité doit être tout aussi écologique qu'économique.»

Eric Godel, de l'école de Lullier (GE), complète: «Il est difficile d'avoir un modèle d'affaire rentable en ne vendant que du local. Cette philosophie atteint vite ses limites dans notre monde globalisé. Pour parvenir à tenir une telle éthique, la clé est de se démarquer et de communiquer un maximum sur ses principes, afin de convaincre les clients.»

Formation plus durable

Depuis le début de l'année scolaire, de nouveaux objectifs en matière de durabilité ont été intégrés dans les cursus d'apprentissage des fleuristes en Suisse. Ceux-ci encouragent notamment la vente de fleurs locales de saison, «produites si possible de manière écologique et équitable», ainsi que le recyclage des déchets et la prise en compte des labels internationaux existants. Au Centre de formation professionnelle nature et environnement de Lullier (GE), ces thématiques sont davantage enseignées depuis l'essor du Slow Flower Mouvement. «Par exemple, nous démontrons l'intérêt du pique-fleur réutilisable comme alternative à la mousse artificielle, afin de maintenir une création florale», expose le responsable Eric Godel. Les ateliers à destination des professionnels, organisés par des acteurs privés, se multiplient également, à l'image de retraites autour des «techniques florales écoresponsables» proposées par l'entreprise genevoise Tavola Floral.